

Augustin Thierry et la conception matérialiste de l'histoire

Gheorgi Plekhanov

Augustin Thierry appartient à ce remarquable groupe de savants distingués qui, sous la Restauration, renouvelèrent en France les études historiques. Dans ce groupe, il n'y avait pas de maître et de disciples. Il n'en forme pas moins une véritable école dont il est très utile d'examiner les conceptions fondamentales.

Chateaubriand désigna cette école sous le nom de l' *école politique* . Cela est inexact. En effet, les philosophes du XVIII^e siècle, fermement convaincus que, dans l'état d'un peuple, *la législation fait tout* , ne savaient rattacher la « législation » qu'à l'action préméditée du *législateur* . C'est là le point de vue politique par excellence. Il s'ensuit naturellement que les lois *civiles* de chaque peuple donné doivent leur origine à sa constitution *politique* , à son *gouvernement* . Les philosophes ne se lassaient pas de le répéter.

Pour Guizot, c'est le contraire qui est vrai.

« *C'est par l'étude des institutions politiques, dit-il, que la plupart des écrivains, historiens ou publicistes, ont cherché à connaître l'état de société, le degré ou le genre de sa civilisation. Il eût été plus sage d'étudier d'abord la société elle-même pour connaître et comprendre ses institutions politiques. Avant de devenir causes, les institutions sont effet ; la société les produit avant d'en être modifiée ; et au lieu de chercher dans le système ou les formes du gouvernement quel a été l'état du peuple, c'est l'état du peuple qu'il faut examiner avant tout pour savoir quel a dû, quel a pu être le gouvernement* ».

En cela, Mignet est tout à fait d'accord avec Guizot. Pour lui aussi, les institutions politiques sont *effet* avant de devenir *cause* . Les intérêts dominants décident du mouvement social, et c'est ce mouvement qui détermine la forme du gouvernement. Quand le gouvernement ne correspond plus à l'état du peuple, il disparaît. Ainsi, la féodalité a été dans les besoins avant d'être dans le fait ; ensuite elle a été dans le fait en cessant d'être dans les besoins, ce qui la fit sortir du fait. L'affranchissement des communes a changé toutes les relations intérieures et extérieures des sociétés européennes. Il donna une nouvelle direction à l'évolution politique de l'Europe.

« *La démocratie, la monarchie absolue et le système représentatif en ont résulté : la démocratie, là où les communes ont dominé seules ; la monarchie absolue, là où elles se sont liguées avec les rois qu'elles n'ont pas pu contenir ; le système représentatif là où les feudataires se sont servi d'elle pour limiter la royauté* ».

Augustin Thierry n'est pas moins éloigné du point de vue des philosophes du XVIII^e siècle. *Les Constitutions sont le vêtement de la société* , dit-il. La vieille école a porté trop d'attention sur la généalogie des *rois* . Elle n'a jamais attribué aucune spontanéité aux *masses d'hommes* .

« *Si tout un peuple émigre et se fait un nouveau domicile, c'est, au dire des annalistes et des poètes, quelque héros qui, pour illustrer son nom, s'avise de fonder un Empire ; si de nouvelles coutumes s'établissent, c'est quelque législateur qui les imagine et les impose ; si une cité s'organise, c'est quelque prince qui lui donne l'être : et toujours le peuple et les citoyens sont de l'étoffe pour la pensée d'un seul homme* ».

C'est ainsi que le récit de chaque époque devenait le récit de la naissance et de l'éducation, de la vie et de la mort d'un législateur. Cette manière d'écrire l'histoire était naturelle pour les moines du moyen âge : les écrivains monastiques eurent des préférences exclusives pour les hommes qui faisaient le plus de dons aux églises et aux monastères. Mais elle n'est pas digne des historiens modernes. Ce qu'il faut à présent, c'est la vraie histoire du pays, *l'histoire du peuple, l'histoire des citoyens* ;

« *Cette histoire nous présenterait en même temps des exemples de conduite et cet intérêt de sympathie que nous cherchons vainement dans les aventures de ce petit nombre de personnages privilégiés qui occupent seuls la scène historique. Nos âmes s'attacheraient à la destinée des masses d'hommes qui ont vécu et senti comme nous, bien mieux qu'à la fortune des grands et des princes, la seule qu'on nous raconte et la seule où il n'y ait point de leçons à notre usage : le progrès des masses populaires vers la liberté et le bien-être nous semblerait plus imposant que la marche des faiseurs de conquêtes, et leurs misères plus touchantes que celles des rois dépossédés* ».

Ainsi, c'est le peuple, c'est la nation tout entière qui doit être le héros de l'histoire. Augustin Thierry ne parle qu'avec une sourde colère de ces mêmes législateurs (faiseurs de conquêtes) auxquels en appelait sans cesse l'école historique du XVIII^e siècle. Ce n'est pas tout. Dans la masse des « citoyens » il y a des privilégiés et des déshérités, des oppresseurs et des opprimés. C'est la vie de ces derniers qui, avant tout, doit attirer l'attention des historiens.

« *Nous qui sommes leurs descendants, croyons qu'ils ont valu quelque chose, et que la partie la plus nombreuse et la plus oubliée de la nation mérite de revivre dans l'histoire. Si la noblesse peut revendiquer dans le passé les hauts faits d'armes, et le renom militaire, il y a aussi une gloire pour la roture, celle de l'industrie et du talent. C'était un roturier qui élevait le cheval de guerre du gentilhomme, en joignant les plaques d'acier de son armure. Ceux qui égayaient les fêtes des châteaux par la poésie et la musique, étaient aussi des roturiers : enfin la langue que nous parlons aujourd'hui est celle de la roture ; elle la créa dans un temps où la cour et les donjons retentissaient des sons rudes et gutturaux d'un dialecte germanique* ».

Plus d'une fois Augustin Thierry rappelle avec orgueil qu'il est un roturier, un fils du tiers état. Et il l'est sous tous les rapports. Il épouse toutes les querelles de cet état. Son point de vue, c'est le point de vue de la lutte de la roture contre la noblesse, le point de vue de la *lutte des classes*. Cela étonnera, peut-être, plus d'un lecteur. On croit généralement que ce soit les socialistes de l'école de Marx qui ont, les premiers, introduit cette conception dans la science historique, et l'on se trompe. Elle y a été introduite *avant Marx* ; elle dominait dans cette école historique française que Chateaubriand appelait improprement l'école politique et à laquelle appartenait Augustin Thierry. Pour Guizot, toute l'histoire de la France est dans la lutte, dans la *guerre* des classes. Depuis plus de treize siècles, la France contenait deux peuples, un peuple vainqueur, la *noblesse*, un peuple vaincu, le *tiers état*, et depuis plus de treize siècles le peuple vaincu luttait pour secouer le joug du peuple vainqueur. La lutte a continué sous toutes les formes et avec toutes les armes :

« *Lorsqu'en 1789, les députés de la France entière ont été réunis dans une seule assemblée, les deux peuples se sont hâtés de reprendre leur vieille querelle. Le jour de la vider était enfin venu. La Révolution changea la situation réciproque des deux peuples, l'ancien peuple vaincu devint le peuple vainqueur, il a conquis la France à son tour. La Restauration elle-même a été forcée d'accepter ce fait accompli. La Charte proclama que ce fait était de droit et, en signant la Charte, Louis XVIII se fit le chef des conquérants nouveaux. Mais le peuple nouvellement vaincu, l'ancien peuple vainqueur, ne se résigna pas à sa défaite. Il continue la vieille lutte treize fois séculaire, et, dans les débats de la Chambre, la question se pose, comme elle se posait avant, entre l'égalité et le privilège, entre la classe moyenne et l'aristocratie. Aucune paix n'est possible entre elles. Les concilier est un dessein chimérique. Les rajuster ensemble ne le serait guère moins* ».

Cela ne manque ni de clarté ni de précision. Mais Guizot savait, parlait avec plus de clarté et plus de précision encore. Quand, après la publication du travail que nous venons de citer, ses ennemis

politiques lui reprochèrent de fomenter la guerre sociale, il répondit qu'en exprimant le fait historique de la lutte des classes, il ne disait rien de nouveau.

« Je ne voulais, écrivit-il, que résumer l'histoire politique de la France. La lutte des ordres remplit ou plutôt fait toute cette histoire (sic !). On savait et on disait cela bien des siècles avant la révolution. On le savait et on le disait en 1789, on le savait et on le disait il y a trois mois. Bien qu'on m'accuse maintenant pour l'avoir dit, je ne pense que personne l'ait oublié. Les faits ne s'évanouissent point selon le bon plaisir et pour la commodité momentanée des ministères et des partis. Que dirait M. de Boulainvilliers si, revenu parmi nous, il entendait nier que le tiers état ait fait la guerre à la noblesse, qu'il ait lutté constamment pour lui enlever ses privilèges et devenir son égal ? Que diraient tant de bourgeois courageux envoyés aux Etats généraux pour conquérir ou défendre les droits de leur ordre, s'ils ressuscitaient pour apprendre que la noblesse n'a pas fait la guerre au tiers état, qu'elle ne s'est pas alarmée de le voir grandir, qu'elle ne s'est pas toujours opposée à ses progrès dans la société et dans le pouvoir ? »

Toute cette lutte,

« ce n'est point là une théorie, ni une hypothèse ; c'est le fait lui-même dans toute sa simplicité »

et ce fait,

« loin qu'il y ait quelque mérite à le voir, il est presque ridicule de le contester ».

Si certains partisans de la noblesse voulaient le faire oublier, c'est qu'ils n'estimaient plus leur ordre assez fort pour soutenir une lutte ouverte, c'est qu'en le voyant faiblir, ils s'efforçaient de tromper la classe moyenne. Et Guizot les apostrophait avec la véhémence d'un tribun indigné.

« Descendants dégénérés de cette race qui a dominé un grand pays et fait trembler de grands rois, s'écriait-il, quoi ! vous reniez vos ancêtres et votre histoire ! Parce que vous vous sentez déçus, vous protestez contre votre splendeur passée ! Parce que nous vous demandons de n'être plus que nos égaux, vous vous défendez d'avoir été nos maîtres... J'éprouverais quelque honte, je l'avoue, à être obligé de reprendre ici l'histoire de France, et de prouver, moi bourgeois, aux adversaires de l'égalité constitutionnelle, qu'ils sont trop humbles dans leurs souvenirs, etc. ».

Artiste plutôt que lutteur, Augustin Thierry n'a jamais prêché la guerre des classes avec autant de force et autant de colère que Guizot, un des plus remarquables champions politiques de la bourgeoisie française. Il n'en comprenait pas moins toute la signification historique de la guerre que la classe moyenne d'alors faisait à la noblesse :

« La noblesse actuelle », écrivait-il en 1820 à propos de l'ouvrage de Warden sur les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, se rattache par ses prétentions aux hommes à privilèges du XVI^e siècle ; ceux-là se disaient issus des possesseurs d'hommes du XIII^e, qui se rattachaient aux Francks de Charles le Grand, qui remontaient jusqu'aux Sicambres de Chlodowig. On ne peut contester ici que la filiation naturelle, la descendance politique est évidente. Donnons-la donc à ceux qui la revendiquent : et nous, revendiquons la descendance contraire. Nous sommes les fils des hommes du tiers état ; le tiers état sortit des communes ; les communes furent l'asile des serfs ; les serfs étaient les vaincus de la conquête. Ainsi, de formule en formule, à travers l'intervalle de quinze siècles, nous sommes conduits au terme extrême d'une conquête qu'il s'agit d'effacer. Dieu veuille que cette conquête s'abjure elle-même jusque dans ses dernières traces, et que l'heure du combat n'ait pas besoin de sonner. Mais sans cette abjuration formelle, n'espérons ni liberté ni repos ; n'espérons rien de ce qui rend le séjour de l'Amérique si heureux et si digne d'envie ; les fruits que porte cette terre ne croîtront jamais sur un sol où resteraient empreints des vestiges d'invasion ».

Ainsi, d'une façon ou d'une autre, par les moyens pacifiques ou par le « combat », la bourgeoisie doit détruire les privilèges de la noblesse ou, comme Guizot et avant lui Sieyès, le peuple vaincu doit devenir conquérant à son tour. Nous pourrions facilement trouver dans les œuvres de Mignet et dans celles de Thiers des pages semblables à celles que nous venons de citer. Cela est inutile. Il est

maintenant démontré que lorsque les marxistes parlent de la lutte des classes, ils ne font que suivre en cela l'exemple des théoriciens et des historiens les plus distingués du tiers état. Il y a plus. Guizot n'exagérerait rien en disant que les représentants de la noblesse la prêchaient aussi bien que ceux du tiers état. Dans les *Considérations sur l'histoire de France* d'Augustin Thierry, qui précèdent ses *Récits des temps mérovingiens*, le lecteur trouvera une analyse assez détaillée des systèmes historiques d'avant 1789, qui fait bien voir jusqu'à quel point la lutte des classes, qui composaient la vieille société française, influait sur les vues des historiens, partisans de l'une ou de l'autre de ces classes. La langue d'un Boulainvilliers ou d'un Montlosier est souvent aussi nette et aussi énergique que celle d'un Guizot ou d'un agitateur marxiste de notre temps.

Ce qui distingue la lutte des classes prêchée par les historiens français du temps de la Restauration de celle qui est préconisée par les socialistes de nos jours, c'est, avant tout, la position sociale de la classe à laquelle s'adressent les théoriciens de la guerre sociale. Les historiens du temps de la Restauration avaient beau parler du *peuple*, de la *nation*, de la *masse des citoyens*, du *tiers état* tout entier, ce qu'ils défendaient en réalité, c'était les intérêts d'une petite partie de la nation, les *intérêts de la bourgeoisie*. Guizot le savait très bien et le disait sans détour.

« *Je sais ... que la révolution, livrée à elle-même, libre de crainte, sûre du triomphe, produira naturellement et nécessairement sa propre aristocratie qui prendra la tête de la société, écrivait-il ; mais cette aristocratie sera d'une autre sorte et tout autrement constituée que celle dont nous voyons les débris* ».

Il n'est donc pas vrai que, comme l'assurait le même Guizot, la lutte du tiers état contre la noblesse signifiait la lutte de l'*égalité* contre le *privilege*. Il ne s'agissait, au fond, que du triomphe d'un nouveau *privilege*, d'un *privilege autrement constitué* que celui dont Guizot et ses amis combattaient les vestiges. Augustin Thierry ne le comprenait probablement pas d'une façon aussi claire que le futur ministre de Louis-Philippe. Mais son idéal ne surpassait pas non plus le triomphe de la *classe moyenne*. Voici, par exemple, comment il résume l'œuvre de la grande révolution française :

« *A la place des anciens ordres, des classes inégales en droit et en condition (sic !), il n'y eut plus qu'une société homogène : il y eut 25 millions d'âmes, formant une seule classe de citoyens, vivant sous la même loi, le même règlement, le même ordre* ».

Que restait-il donc à faire ? Rien que garantir la nouvelle société contre les attaques des partisans de l'ancien régime, les conquêtes de la bourgeoisie contre les rancunes de la noblesse, vaincue dans la grande guerre des classes. Il est vrai que, même après 1830, quand la victoire de la bourgeoisie est consommée, Augustin Thierry, ancien élève et « fils adoptif » de Saint-Simon, n'est pas entièrement avec les satisfaits, comme l'est Guizot, ennemi haineux de tout mouvement de la classe ouvrière. L'auteur des *Considérations sur l'histoire de France* semble ne pas complètement désapprouver les nouvelles tendances politiques et sociales qui commencent à se faire jour dès les premières années du règne de Louis-Philippe. Mais il est loin de comprendre ces tendances, il désire la *paix sociale*, la *fusion des classes*, lui qui, sous la Restauration, prêchait leur *guerre*. Or, la paix sociale, dans les conditions actuelles, n'est et ne pourrait être autre chose que la réconciliation du prolétariat avec le joug qui lui impose la « *nouvelle aristocratie* ».

Du reste, il sera juste de se rappeler que, sous la Restauration et sous Louis-Philippe, même les théoriciens de la classe ouvrière, les socialistes et communistes, ne comprenaient pas encore que le prolétariat a sa guerre sociale à faire et sa victoire politique à remporter. A très peu d'exceptions près, ils étaient, quant à la question ouvrière, aussi pour la *fusion*, plus ou moins complète, des classes et non pas pour leur *lutte*. Saint-Simon, à qui Augustin Thierry devait toutes ses idées historiques, était un des plus chauds partisans de la guerre des abeilles contre les frelons. Mais, une abeille pour Saint-Simon, c'était aussi bien un fabricant ou un banquier qu'un ouvrier. Même chose pour les saint-simoniens. Enfantin comprenait très bien que la *rente foncière* et l'*intérêt du capital* sont le produit d'un travail *non payé* :

« Les propriétaires qui afferment leurs terres prélèvent, dit-il, par le moyen du fermage, une portion des produits créés par le travail des hommes laborieux ; tel est, en effet, le résultat de la location des capitaux, et cela revient à dire, que les travailleurs payent certaines gens pour qu'ils se reposent et pour qu'ils laissent à leur disposition les matériaux de la production ».

C'est bien parler. Mais qu'est-ce que le revenu d'un entrepreneur qui emploie un capital emprunté ? N'est-il pas, lui aussi, produit de l'exploitation des ouvriers ? Non, répond Enfantin, l'entrepreneur doit son bénéfice à son propre travail. Bénéfice et salaire, c'est tout pour Enfantin, et c'est à ce point qu'il se montre tout à fait incapable de comprendre Ricardo quand l'économiste anglais dit : *there can be no rise in the value of labour without a fall in profits*. Cela explique parfaitement pourquoi les saint-simoniens ne voulaient pas entendre parler de la lutte de classes : ils étaient profondément convaincus que les patrons et les ouvriers ne font qu'une seule classe et que leurs intérêts sont tout à fait solidaires. Les saint-simoniens ne pouvaient combattre que la « classe » des « hommes de guerre et des parasites », et même pour celle-ci, ils auraient mieux aimé la *toucher* et la *convertir*.

Lorsque les philosophes du XVIII^e siècle tonnaient contre le « privilège », ils ne combattaient au fond que la *propriété féodale*. Un propriétaire était bien, à leurs yeux, un exploiteur effronté du travail d'autrui, presque un bandit. La *propriété bourgeoise* leur apparaissait, au contraire, sous un jour tout à fait favorable. Le profit industriel et commercial leur semblait être le produit du travail du commerçant et du fabricant : *le mystère de la plus-value restait impénétrable pour eux*. Les théoriciens de la bourgeoisie du XIX^e siècle ont, très à propos, hérité cette faute théorique de leurs devanciers. Si le revenu d'un ouvrier est loin d'être aussi grand que celui d'un capitaliste, c'est que l'ouvrier ne travaille pas ou n'a pas travaillé autant que le capitaliste. En identifiant le bénéfice de l'entrepreneur avec le salaire de l'ouvrier, Saint-Simon et les saint-simoniens ne faisaient donc que répéter la faute des représentants intellectuels de la bourgeoisie. En théorie, la situation de l'ouvrier envers son patron et, par conséquent, du prolétariat envers la bourgeoisie ne devint claire et exempte de toute aberration que depuis le temps où la science économique put enfin expliquer la nature de l'origine de la *plus-value*. Cette découverte, faite par Karl Marx, mit fin à toutes les erreurs des socialistes quant à la *lutte des classes*. Les socialistes de nos jours acceptèrent volontiers le projet, si cher jadis aux socialistes utopistes, de « convertir » et de « toucher » les « classes élevées », mais à condition de les convertir et de les toucher *après les avoir expropriées*. Quiconque connaît la « nature humaine » conviendra qu'elles se convertirent alors plus facilement que maintenant.

Les socialistes de nos jours savent bien que lorsqu'il s'agit de combattre une *aristocratie* de quelque sorte qu'elle soit, il ne peut y avoir *ni paix, ni repos* tant qu'elle n'est pas vaincue et désarmée.

Les bourgeois de nos jours accusent les socialistes de fomenter la *guerre* là où il faut pacifier et réconcilier. Ils prétendent que la bourgeoisie n'a jamais agi de la sorte. Nous leur répondrons comme Guizot répondait jadis à la noblesse : *race dégénérée, l'histoire est là pour vous confondre !*

« *la contre-révolution... a toujours fort bien compris que, pour arriver à son but, son premier soin devait être de saisir partout le pouvoir, pour l'employer et le constituer ensuite à son intérêt. Que le parti national sache à son tour que ce qui lui importe, ce n'est pas de démolir le pouvoir, mais de le posséder.* »

C'est ainsi qu'écrivait Guizot, en 1820. Tant que les socialistes confondaient ensemble les intérêts économiques des prolétaires et des bourgeois, ils ne pouvaient avoir qu'une notion erronée du devoir politique de la classe ouvrière.

« *Quant aux droits dits politiques, écrivait un saint-simonien en 1830, nous ne voyons pas ce qu'ils ont de commun avec le bien-être des masses* ».

Les socialistes de nos jours, qui ne se trompent plus sur l'antagonisme irréconciliable des intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie, voient très bien en quoi « *les droits dits politiques* » tiennent au bien-être des masses. Ils comprennent que *chaque lutte des classes est une lutte politique*, et ils

tâchent, eux aussi, non pas de démolir le pouvoir politique, comme le voudraient les « *compagnons anarchistes* », mais *de le posséder* .

La lutte des classes fait toute l'histoire des sociétés civilisées. Les historiens français du temps de la Restauration le savaient on ne peut mieux et ne l'oublièrent que lorsque le fossoyeur de la bourgeoisie, le *prolétariat moderne* , apparut sur la scène politique. Mais ces historiens, comment s'expliquaient-ils ce processus historique qui engendre l'antagonisme des intérêts dans une société primitivement homogène ? Le lecteur a déjà vu qu'ils rattachaient, en France, la lutte du tiers état contre la noblesse à la conquête des Gaulois par les Francs. La conquête joue, en général, un grand rôle dans leur philosophie de l'histoire des peuples modernes. Augustin Thierry raconte qu'un jour, en lisant quelques chapitres de Hume, « pour étayer » ses opinions politiques, il fut frappé d'une idée qui lui parut un trait de lumière et qu'il s'écria en fermant le livre : « *Tout cela date d'une conquête ; il y a une conquête là-dessous* », et sur-le-champ, il conçut le projet de refaire, de ce nouveau point de vue, l'histoire des révolutions en Angleterre. Ce fut, en 1817 ; depuis ce temps-là, la nouvelle idée de notre auteur lui a servi de base dans beaucoup d'autres recherches historiques, mais ses *Vues des révolutions d'Angleterre* , publiées dans la quatrième volume du *Censeur européen* , de 1817, font déjà bien voir toute la valeur, comme tout le côté faible de son point de vue.

« *Chaque personnage dont les aïeux s'étaient trouvés enrôlés dans l'armée d'invasion quittait son château pour aller dans le camp royal prendre le commandement que son titre lui assignait. Les habitants des villes et des ports se rendaient en foule au camp opposé. On pouvait dire que le cri de ralliement des deux armées était, d'un côté, oisiveté et pouvoir , de l'autre, travail et liberté : car les désœuvrés, les gens qui ne voulaient d'autre occupation dans la vie que celle de jouir sans peine, de quelque caste qu'ils fussent, s'enrôlaient dans les troupes royales, où ils allaient défendre les intérêts conformes aux leurs ; tandis que les familles de la caste des anciens vainqueurs, que l'industrie avait gagnées, s'unissaient au parti des communes* ».

Voilà donc ce que c'était que le mouvement révolutionnaire en Angleterre au XVII^e siècle. Une réaction violente des anciens vaincus contre les anciens vainqueurs. Au premier abord, cela paraît très plausible. Mais, en relisant le morceau cité, le doute vient. Il y avait des descendants des anciens conquérants qui, *gagnés à l'industrie* , s'unissaient au parti « *du travail et de la liberté* ». De l'autre côté, le camp royal se peuplait de tous ceux qui ne voulaient que « *jouir sans peine* », et, parmi ceux-là, se trouvaient toujours, au dire de notre historien, des hommes de toutes les « castes ». Il y avait donc la divergence des intérêts dans laquelle était pour beaucoup de chose le mouvement économique causé par le progrès de l'« industrie ». D'ailleurs, Augustin Thierry le dit lui-même :

« *c'était pour ces intérêts positifs que la guerre se soutenait de part et d'autre. Le reste n'était qu'apparence ou prétexte. Ceux qui s'engageaient dans la cause des sujets étaient pour la plupart presbytériens, c'est-à-dire que, même en religion, ils ne voulaient aucun joug. Ceux qui soutenaient la cause contraire étaient épiscopaux ou papistes, c'est qu'ils aimaient à trouver, jusque dans les formes du culte, du pouvoir à exercer et des impôts à lever sur les hommes* ».

La chose est donc parfaitement claire. La guerre se faisait pour les intérêts *économiques* des partis, et le *pouvoir* lui-même n'était, au fond, qu'un moyen dont ces partis s'efforçaient de s'emparer pour faire triompher leurs intérêts. Augustin Thierry le comprenait aussi bien que Guizot. Et ce n'est pas tout. Il comprenait aussi qu'en envahissant l'Angleterre, les Normands avaient, devant eux, un but économique nettement marqué : ils voulaient *gagner* , comme il dit, en reproduisant l'expression d'un vieux narrateur. Il cite le discours prononcé par Guillaume le Conquérant, avant la bataille de Hastings, qui nous montre ce qui se cache *au-dessous d'une conquête*. Qu'avait-il donc besoin d'en appeler à elle, là où la conquête, loin de donner une explication définitive des événements, ne s'explique à son tour, dans son but et surtout dans *ses résultats* , que par l'état social des vainqueurs et des vaincus ?

C'est que l'école à laquelle appartenait Augustin Thierry avait des idées très confuses quant à l'

histoire économique de l'humanité. Ainsi que les économistes bourgeois, ils considéraient la *société capitaliste* comme la seule conforme à la *nature humaine* et à la volonté de la *Providence*. Toute organisation sociale qui ne se basait pas sur le capitalisme leur semblait contre nature ou au moins *bizarre*. Ils pouvaient très bien s'expliquer la lutte des bourgeois au moyen âge contre les seigneurs féodaux ; c'était un mouvement *naturel* puisqu'il devait ramener la structure des sociétés européennes au type donné par la nature. Mais, quant à la féodalité elle-même, ils ne pouvaient voir en elle qu'une déviation du mouvement historique de sa tendance normale. Or, l'explication la plus plausible d'une pareille déviation se trouvait dans la violence des conquérants. La violence et la méchanceté sont aussi un peu dans la « nature de l'homme ». En y cherchant la base d'une organisation sociale donnée, nous ne quittons donc pas le point de vue de la nature humaine, et, d'un seul coup, nous tuons deux lièvres : par le bon côté de la nature de l'homme nous expliquons le système capitaliste et tout mouvement qui tend à l'établir, par le mauvais côté de cette même nature nous expliquons l'origine de la féodalité et de toute autre organisation sociale plus ou moins « bizarre » aux yeux d'un bourgeois.

Augustin Thierry, tout comme Guizot et Mignet, croyait s'élever au-dessus des vues historiques des philosophes du siècle précédent qui ne voyaient dans le moyen âge qu'un triomphe long et interrompu de la sottise humaine. Il prétendait être beaucoup plus juste envers cette époque.

Il y voyait, en vérité, plus clair que les philosophes. Mais ce qu'il voyait, c'étaient surtout les tendances émancipatrices des citoyens d'alors, « *la formation et les progrès du tiers état* », et non pas la « nature » du système féodal tout entier. *Il comprenait la féodalité dans sa dissolution et non dans ses origines*. Quant à celles-là, la « conquête » n'a pas cessé d'être pour lui le mot de l'énigme.

Nous avons dit plus haut qu'Augustin Thierry devait à Saint-Simon toutes ses idées historiques. Saint-Simon était d'avis que Guizot aussi lui devait les siennes. Quoi qu'il en fût, il est incontestable que celui qui aura attentivement lu les œuvres de Saint-Simon ne trouvera, dans les œuvres de Guizot, rien de nouveau en fait de philosophie de l'histoire. Or, Saint-Simon qui insistait sur la supériorité du système d'organisation sociale du moyen âge sur celui des peuples de l'antiquité, n'appréciait ces avantages que du point de vue de la facilité qu'ils donnaient à l'évolution du régime « industriel » moderne. La féodalité n'en est pas moins pour lui un système basé uniquement sur le droit du plus fort et dominé par l'esprit du conquête.

Il est incontestable que la raison d'être historique des seigneurs féodaux était, avant tout, dans leur fonction militaire. Dans ce sens, on peut parler de la nature militaire de leur propriété. Mais il ne faut pas oublier que ce n'est qu'une façon de parler. Pourquoi le service militaire, dans l'Europe d'aujourd'hui, se fait-il autrement qu'il ne se faisait au moyen âge ? Pourquoi a-t-il changé de « nature » ? Parce que la structure économique des sociétés européennes n'est plus ce qu'elle a été alors. Le mode de production dominant dans une société détermine, en dernière analyse, le mode de satisfaction des besoins sociaux.

Les historiens de l'école dont nous parlons dans cette étude avaient beau répéter avec Mignet, que la féodalité était dans les besoins avant d'être dans le fait, ils comprenaient sa « nature » aussi peu que l'origine des besoins de l'homme social dans les diverses phases de son évolution. Leur philosophie historique se réduisait à ceci : avant d'être *cause*, les constitutions politiques sont *effet* ; leur racine plonge dans l'état social des peuples ; l'état social est déterminé par l'état des propriétés, et, chez les peuples modernes particulièrement par celui de la propriété foncière ; enfin, quant à l'état des propriétés, il s'explique par la nature de l'homme ou par l'écart plus ou moins violent de cette nature.

La nature de l'homme qui, déjà au XVIII^e siècle, avait joué un si grand rôle dans les théories politiques et sociales des philosophes, et dont A. Comte, le prétendu ennemi de la métaphysique, a fait une véritable entité métaphysique dans sa prétendue « sociologie », n'est qu'une figure de rhétorique. La nature humaine est-elle invariable ? Alors, ce n'est pas elle qui nous expliquera les changements qui se produisent dans les relations sociales et dont l'ensemble constitue ce que nous

appelons le processus historique. Varie-t-elle à son tour ? Alors, il faut trouver la cause de ses variations. Dans les deux cas, la « nature de l'homme » est également loin d'expliquer quoi que ce soit dans le mouvement historique de l'humanité.

Les « relations de propriété » chez les tribus australiennes ne sont pas celles qui existent à présent chez les peuples de l'Europe occidentale. A quoi cela tient-il ? Les Australiens seraient-ils d'une autre nature que les Européens ou seraient-ils rebelles à la voix de leur nature ? Ni l'un, ni l'autre. Leurs relations de propriété sont ce qu'elles doivent être dans l'état actuel de leurs *forces productives*. Elles sont *naturelles* autant qu'elles restent conformes à cet état ; elles seront *contre nature*, lorsque les forces productives des tribus australiennes arriveront à un degré supérieur.

Pour exister, l'homme doit agir sur la nature extérieure, il doit *produire*. L'action de l'homme sur la nature extérieure est, à chaque moment donné, déterminée par ses moyens de production, par l'état de ses forces productives : plus grandes sont ces forces, et plus productive est cette action. Mais le développement des forces productives amène nécessairement certains changements dans les relations réciproques des producteurs, dans le processus social de production. Ce sont ces changements qui, transcrits en langue juridique, s'appellent *changements dans l'état de propriété*. Or, comme ces changements dans l'état de propriété aboutissent à des changements dans la structure sociale tout entière, on peut dire que le développement des forces productives change la « nature » de la société, et comme, d'autre part, l'homme est le produit de son milieu social ambiant, il est évident que le développement des forces productives, en changeant la « nature » du milieu social, change la « nature » de l'homme. La nature humaine n'est pas *cause*, elle n'est qu'*effet*.

Si, de ce point de vue, qui est le point de vue de la *philosophie matérialiste de l'histoire*, on voulait juger les conceptions historiques fondamentales de Guizot, de Mignet et d'Augustin Thierry, on devrait dire :

Il est parfaitement vrai qu'avant d'être cause, les constitutions politiques sont effet ; il est également vrai que, pour comprendre les institutions politiques, il faut connaître les diverses conditions sociales et leurs rapports ; il est très juste aussi que, pour comprendre les diverses conditions sociales, il faut connaître la nature et les relations de propriété. Mais l'importance sociale de l'état des propriétés est beaucoup plus grande que le croyaient nos historiens. Elle se fait sentir partout, et non seulement chez les peuples modernes ; il est injuste aussi de dire que c'est particulièrement à la nature de la propriété foncière que tient le caractère des institutions politiques : l'influence de ce qu'on appelle la propriété mobilière n'est pas moins importante. Si, au moyen âge, les grands propriétaires fonciers constituaient la classe dominante dans la société, cela venait de l'état des forces productives dans ce temps-là. Enfin, c'est dans le développement de ces forces et non pas dans la nature de l'homme qu'il faut chercher la cause de l'évolution historique des formes de la propriété.

Nous arrivons ainsi à un résultat qui paraîtra peut-être assez inattendu à maint lecteur prévenu contre la conception matérialiste de l'histoire. Ce résultat, le voici : le matérialisme historique de Karl Marx ne condamne point en bloc et sans discernement les idées historiques des écoles précédentes ; il ne fait que débarrasser ces idées d'une contradiction fatale, grâce à laquelle ces idées ne pouvaient sortir d'un cercle vicieux.

Un autre résultat qui nous paraît pas moins digne d'attention, c'est que, s'il est faux de dire que Marx fut le premier qui s'avisait de parler de la lutte des classes, il est hors de doute que c'est lui qui, le premier, dévoila la véritable cause du mouvement historique de l'humanité et, par cela même, la « nature » des diverses classes qui, l'une après l'autre, apparaissent sur la scène du monde. Espérons que le prolétariat saura faire bon usage de cette précieuse découverte du grand penseur socialiste.